

L'annexion par Israël de la terre palestinienne sera le résultat de la politique américaine, et non une trahison de celle-ci

Description

Par Noura Erakat, Washington Post, le 19 mai 2020



Les soldats israéliens tirent des gaz lacrymogènes sur les Palestiniens lors d'une manifestation marquant le 72^{ème} anniversaire de la Nakba dans le village d'Al Sawiya en Cisjordanie le 15 mai.

(Alaa Badarneh/EPA-EFE/REX/Shutterstock)

Noura Erakat est avocate des droits humains et professeur assistante à l'université Rutgers. Elle est l'auteur de *Justice for Some: Law and the Question of Palestine*.

Un nouveau gouvernement unitaire national a été installé en Israël, qui doit gouverner pendant 36 mois avec le rôle de premier ministre oscillant de Benjamin Netanyahu du Likoud à Benny Gantz de Bleu et Blanc. L'accord stipule le fonctionnement d'un gouvernement d'urgence afin de se concentrer spécifiquement sur la pandémie de coronavirus à l'exception singulière d'un éventuel vote sur l'annexion du territoire de la Cisjordanie dès le 1er juillet.

L'urgence de l'annexion reflète le désir de capitaliser sur l'« accord du siècle » de l'administration Trump, qui consolide unilatéralement toutes les emprises territoriales d'Israël au cours des cinq dernières décennies. Ce plan cimente l'enfermement des Palestiniens dans une série de 115 bantoustans et signale la mort irrévversible d'un État palestinien viable. Et alors que l'acquisition de territoire par la force est un crime de guerre, le secrétaire d'État Mike Pompeo y a fait référence comme s'agissant d'une question de prérogative israélienne.

La nouvelle de l'annexion imminente a troublé l'establishment politique libéral sioniste. Americans for Peace Now admet que cette décision rendrait claire l'intention d'Israël de superviser une « réalité semblable à l'apartheid ». J Street, qui s'est historiquement opposé à toute censure significative d'Israël et y compris la pression économique pour obtenir les droits des Palestiniens au moyen du boycott, du désinvestissement et des sanctions (BDS) a répondu au plan en approuvant le conditionnement du financement américain à Israël.

Leur anxiété traduit l'idée que la menace sur l'autodétermination des Palestiniens, et surtout sur la majorité démographique juive d'Israël, serait une aberration des gouvernements israélien et américain actuels. Cette vision a-historique est précisément le problème.

La réalité sur le terrain reflète déjà l'annexion de facto des terres palestiniennes. Le plan d'annexion de jure de Trump et Netanyahu est basé sur des décennies de politique américaine naïfiste dans la région, y compris le processus de paix bilatéral, construit par les centristes politiques.

Depuis 1967, les administrations américaines successives ont insisté sur le fait que les colonies sont contraires au droit international et contre-productives pour la paix. En pratique, chacune d'entre elles a fourni à Israël un soutien financier, diplomatique et militaire sans équivoque, lui permettant d'étendre et de consolider son entreprise coloniale tentaculaire. Même l'administration Carter, responsable de l'avis juridique du Département d'État de 1978 selon lequel les colonies civiles dans les territoires occupés sont « incompatibles avec le droit international », n'a fait une petite riposte à Israël que lorsque Menachem Begin a accéléré l'expansion des colonies en 1977.

Le soutien continu et sans équivoque des États-Unis comprend l'immunité diplomatique d'Israël au sein de la communauté internationale. Conformément à l'accord « terre contre paix » inscrit dans la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, les États-Unis ont fait du droit international un obstacle aux négociations et ont utilisé leur veto au Conseil de sécurité 43 reprises entre 1967 et 2017 pour soustraire Israël à la responsabilité internationale. Même lorsque les États-Unis refusent leur veto, comme l'administration Obama l'a fait lorsqu'elle s'est abstenue sur la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant les colonies, ils assurent l'immuabilité des colonies israéliennes. Trois mois seulement avant le vote du Conseil de sécurité, le président Barack Obama a augmenté le financement militaire d'Israël de 30 à 38 milliards de dollars sur une période de dix ans.

En tant qu'unique médiateur de paix autoproclamé, les États-Unis ne font que favoriser les intérêts expansionnistes d'Israël. Comme le dit Aaron David Miller, qui a servi six secrétaires d'État américains dans les négociations arabo-israéliennes, les États-Unis ont agi davantage comme « avocat d'Israël » qu'au détriment des négociations de paix.

Contrairement à ce que les centristes politiques voudraient croire, le « Deal du siècle » est un point culminant de la politique américaine. De même, le plan d'annexion d'Israël reflète une réalité territoriale inaugurée par le processus de paix.

Les 60 % du territoire de la Cisjordanie qu'Israël cherche à annexer sont connus sous le nom de Zone C, une catégorie juridique inventée par « Oslo II », l'accord intérimaire de 1995. Selon la Banque mondiale, la zone C contient « la majorité des ressources naturelles de la Cisjordanie » et pourrait générer jusqu'à 3,4 milliards de dollars pour l'économie palestinienne. Depuis 1995, sous le couvert du processus de paix, Israël n'a cessé de retirer les Palestiniens de la zone C et de les concentrer dans les zones A et B, en développant son entreprise de colonisation à leur place. Selon le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les Palestiniens ont maintenant accès à moins de 1 % des terres de la zone C.

L'inquiétude concernant l'annexion imminente de la Cisjordanie par Israël est justifiée, mais nous devons être honnêtes sur la façon dont nous en sommes arrivés là. L'annexion officielle est le résultat prévisible de décennies de soutien sans équivoque aux politiques israéliennes et n'est qu'une approbation tacite de l'annexion de facto des terres palestiniennes par

Israël, ainsi que de son administration actuelle d'un régime d'apartheid, ségrégation et inégalité.

Les appels à la responsabilité des milieux libéraux sont inexcusablement tardifs mais ne devraient plus être subordonnés à la prochaine action d'Israël. Les Palestiniens peuvent vous dire que le pire scénario existe déjà : En tant que non-souverains de leur propre État et non-citoyens d'Israël, ils sont soumis à une domination israélienne perpétuelle. Il est grand temps de censurer Israël, au minimum en conditionnant le financement américain, et d'assumer la responsabilité américaine de ce résultat en abandonnant le cadre bilatéral au profit d'une approche internationaliste.

Traduction : JPB pour Agence Média Palestine

Source : [Washington Post](#)

date créée
2020/05/29